



**NATIONS  
UNIES**



**QUATRIÈME CONFÉRENCE MONDIALE  
SUR LES FEMMES**

Beijing (Chine)  
4–15 septembre 1995

Distr.  
LIMITÉE

A/CONF.177/L.5/Add.10  
13 septembre 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Point 9 de l'ordre du jour

PROGRAMME D'ACTION

Rapport de la Grande Commission

Additif

À la \_\_\_\_ séance, le \_\_ septembre 1995, la Grande Commission a approuvé la section F du chapitre IV du projet de programme d'action et a recommandé à la Conférence de l'adopter. Les représentants de \_\_\_\_\_ ont fait des déclarations.

Le texte de la section F du chapitre IV se lit comme suit.

F. [L'inégalité dans l'accès et la participation des femmes à la définition des structures et politiques économiques [et au processus de production lui-même]] [Potentiel et indépendance économiques des femmes] [Égalité des sexes dans les structures et politiques économiques et dans toutes les formes d'activités productives]

152. On constate des différences sensibles entre les hommes et les femmes dans les chances qu'ils ont d'accéder au pouvoir et à la prise de décisions économiques, et donc au contrôle des institutions économiques. Dans la plupart des régions du monde, les femmes ne participent pas ou participent peu, à la prise des décisions économiques. Elles ne sont pratiquement pas représentées dans les domaines de la formulation des politiques financières, monétaires, commerciales et autres politiques économiques, et de la détermination des régimes fiscaux et des règles fixant les rémunérations. Or, comme c'est souvent dans ces domaines que les agents économiques, hommes ou femmes, décident notamment de la façon de répartir leur temps de travail entre activités rémunérées et non rémunérées, l'évolution de ces structures et politiques économiques a une incidence directe et concrète sur l'accès des hommes et des femmes aux ressources économiques, sur leur pouvoir économique et donc sur leur degré d'égalité, au niveau personnel et familial, et au niveau de la société dans son ensemble.

153. Dans de nombreuses régions, la participation des femmes aux activités rémunérées sur le marché du travail du secteur structuré comme du secteur parallèle a sensiblement augmenté, et a évolué au cours de la dernière décennie. Tout en continuant à travailler dans l'agriculture et dans le secteur de la pêche, les femmes participent de plus en plus aux activités des micro-entreprises et des petites et moyennes entreprises et, dans certaines régions, ont accentué leur prédominance dans le secteur parallèle en expansion. En raison notamment de difficultés économiques et du fait qu'elles n'ont aucun pouvoir de négociation, situation résultant de l'inégalité entre les sexes, de nombreuses femmes ont été contraintes d'accepter une faible rémunération et de mauvaises conditions de travail, devenant ainsi des 'recrues de prédilection'. D'un autre côté, elles choisissent de plus en plus leur activité professionnelle, prenant conscience de leurs droits et exigeant leur respect. Certaines d'entre elles ont réussi à faire carrière et à obtenir une rémunération plus élevée et de meilleures conditions de travail. Les femmes ont cependant été particulièrement touchées par la conjoncture économique et par le processus de restructuration qui ont modifié la nature du travail et dans certains cas, entraîné des pertes d'emplois, même parmi les cadres et les travailleuses qualifiées. En outre, nombre d'entre elles sont entrées dans le secteur parallèle, faute d'autres débouchés. Dans une large mesure, les institutions multilatérales n'associent pas encore les femmes au processus par lequel elles définissent les modalités des programmes d'ajustement structurel, de prêts et de subventions, et en déterminant les objectifs, en coopération avec les gouvernements, et elles tiennent encore trop peu compte de leurs problèmes spécifiques.

154. Les pratiques discriminatoires en matière d'enseignement, de formation, d'embauche et de rémunération, de promotion et de mobilité horizontale, la rigidité des conditions de travail, le manque d'accès aux ressources productives

et le partage inégal des responsabilités familiales conjugués à l'absence de services tels que les garderies d'enfants ou l'insuffisance de ces services continuent de limiter les possibilités d'emploi des femmes et leurs possibilités dans d'autres domaines, notamment dans les domaines économique et professionnel, ainsi que leur mobilité et sont pour elles source de nombreuses difficultés. De plus, certains comportements entravent leur participation à la formulation des politiques économiques et, dans certaines régions, restreignent l'accès des femmes et des filles à l'enseignement de la gestion économique et à la formation dans ce domaine.

155. La part des femmes dans la population active continue de s'élever et, presque partout, les femmes travaillent davantage en dehors de chez elles. Mais les travaux non rémunérés qu'elles assument, qu'il s'agisse de tâches ménagères ou de travaux d'intérêt général, n'ont pas diminué pour autant. Dans la plupart des ménages, le revenu des femmes est devenu un apport indispensable. Dans certaines régions, on a constaté que de plus en plus de femmes créaient leur propre entreprise ou entreprenaient des activités autonomes, en particulier dans le secteur parallèle. Dans de nombreux pays, les femmes constituent la majorité des travailleurs employés à des occupations non traditionnelles – telles que le travail temporaire ou occasionnel, les temps partiels multiples, la sous-traitance ou le travail à domicile.

156. Les travailleuses migrantes, notamment les employées de maison, contribuent à l'économie de leur pays d'origine par des transferts de fonds ainsi qu'à l'économie de leur pays d'accueil en faisant partie de la main-d'oeuvre. Dans de nombreux pays d'accueil, toutefois, les migrantes sont plus souvent exposées au chômage que les travailleurs migrants de sexe masculin ou que les travailleurs non migrants en général.

157. L'analyse des contributions respectives des hommes et des femmes à l'économie étant peu développée, les institutions économiques, telles que les marchés financiers et les institutions financières, les marchés du travail, l'enseignement des différentes disciplines économiques pratiqué dans les universités, les services économiques et sociaux, les régimes fiscaux et de sécurité sociale, ainsi que les familles et les ménages, méconnaissent trop souvent les contributions et les préoccupations des femmes. Il s'ensuit que de nombreuses politiques et programmes contribuent peut-être encore à perpétuer les inégalités entre les hommes et les femmes. En revanche, là où des progrès ont été réalisés dans l'analyse de la problématique hommes-femmes, les programmes et les politiques ont pu contribuer à réduire les inégalités.

158. Bien que de nombreuses femmes aient réussi à progresser au sein des institutions économiques, le parcours de la majorité d'entre elles, et notamment de celles qui ont à faire face à des obstacles supplémentaires, est entravé par la persistance de barrières qui les empêchent d'acquérir leur indépendance économique et de gagner durablement leur vie, pour elles et leurs enfants. Les femmes exercent des activités – qu'elles mènent souvent de front – dans de nombreux secteurs de la vie économique, qui vont d'emplois salariés et de la pratique de l'agriculture de subsistance à la pêche et aux activités du secteur parallèle. Mais les obstacles juridiques et coutumiers qui empêchent les femmes d'accéder à la propriété, aux terres, aux ressources naturelles, au capital, au crédit, à la technique et aux autres moyens de production, comme les écarts de

/...

salaires, freinent aussi leur progrès économique. Les femmes contribuent au développement non seulement par leur travail rémunéré, mais aussi par de nombreux travaux non rémunérés. D'une part, elle participent à la production de biens et de services pour le marché et la consommation du ménage, que ce soit dans l'agriculture, la production alimentaire ou les entreprises familiales. Bien qu'il ne soit pris en considération ni dans le Système de comptabilité nationale de l'ONU, ni dans les normes internationales en matière de statistiques du travail, ce travail non rémunéré – en particulier dans le domaine de l'agriculture – est souvent sous-évalué et insuffisamment recensé. D'autre part, les femmes continuent également d'exécuter la grande majorité des tâches ménagères et des travaux d'intérêt général, notamment en s'occupant des enfants et des personnes âgées, en préparant les repas du ménage, en protégeant l'environnement et en apportant une aide bénévole aux personnes et aux groupes vulnérables et défavorisés. Ce travail n'est souvent pas évalué d'un point de vue quantitatif et sa valeur n'est pas mentionnée dans la comptabilité nationale. Ainsi, la contribution des femmes au développement est-elle gravement sous-évaluée et peu reconnue par la société. En mettant les pleins feux sur le type, l'importance et la distribution de ce travail non rémunéré, on pourra également mieux répartir les responsabilités.

159. Si la mondialisation de l'économie a ouvert de nouvelles possibilités d'emploi aux femmes, d'autres tendances ont exacerbé les inégalités entre les hommes et les femmes. En même temps, la mondialisation, et notamment l'intégration économique, peut être, en ce qui concerne l'emploi des femmes, à l'origine de pressions qui favorisent l'adaptation à une situation nouvelle et la recherche de nouvelles sources d'emploi au fur et à mesure que se modifie la structure des échanges. Il faudrait procéder à de nouvelles études pour déterminer l'incidence de la mondialisation sur la condition économique des femmes.

160. Ces tendances se traduisent par un maigre salaire, l'absence ou la quasi-absence de régime de protection du travail, de mauvaises conditions de travail, en particulier en ce qui concerne la santé et la sécurité du travail des femmes, de faibles qualifications, et l'insécurité de l'emploi et l'absence de sécurité sociale, dans le secteur structuré comme dans le secteur parallèle. Dans de nombreux pays et secteurs, le problème du chômage des femmes est de plus en plus grave. Les jeunes travailleuses dans le secteur parallèle et le secteur rural et les travailleuses migrantes sont toujours les personnes auxquelles la législation du travail et les lois relatives à l'immigration offrent le moins de protection. Les possibilités d'emploi des femmes, notamment celles des femmes chefs de famille qui ont de jeunes enfants, sont limitées par des conditions de travail rigides et par une répartition inadéquate des responsabilités familiales entre les femmes, les hommes et la société.

161. Dans les pays qui connaissent de profondes transformations politiques, économiques et sociales, les femmes, si leurs compétences étaient mieux utilisées, pourraient apporter une contribution majeure à la vie économique de leurs pays respectifs. Il faudrait développer et renforcer cette contribution et donner aux femmes les moyens de mieux réaliser leur potentiel.

162. La détérioration de l'emploi dans le secteur privé et les réductions d'effectifs opérées dans les services publics et dans la fonction publique ont

/...

touché les femmes de façon disproportionnée. Dans certains pays, les femmes se chargent d'activités non rémunérées supplémentaires, telles que les soins aux enfants, aux malades ou aux personnes âgées pour compenser la baisse du revenu du ménage, notamment en l'absence de services publics. Bien souvent, les stratégies de création d'emplois n'ont pas tenu suffisamment compte des activités et des secteurs où les femmes prédominent, pas plus qu'elles n'ont vraiment favorisé l'accès des femmes aux activités et aux secteurs qui sont traditionnellement masculins.

163. Nombre des femmes qui occupent des emplois rémunérés doivent faire face à des obstacles qui les empêchent de réaliser pleinement leur potentiel. En effet, alors qu'elles occupent de plus en plus des postes subalternes, leurs chances de promotion sont souvent réduites du fait d'attitudes discriminatoires. Par ailleurs, le harcèlement sexuel, qui constitue un affront à la dignité du travailleur, empêche les femmes d'apporter une contribution qui soit à la mesure de leurs compétences. Enfin, un milieu professionnel peu favorable à la famille, et notamment l'absence de services de garde d'enfants de bonne qualité et abordables et la rigidité des horaires de travail, constitue un obstacle supplémentaire qui empêche les femmes de réaliser pleinement leur potentiel.

164. Dans le secteur privé, notamment dans les entreprises transnationales et nationales, les femmes sont le plus souvent absentes des postes de direction et de conception, ce qui dénote des pratiques discriminatoires en matière d'embauche et de promotion. Ces conditions de travail défavorables, comme les médiocres possibilités d'emploi qui leur sont offertes, ont conduit de nombreuses femmes à rechercher d'autres options. C'est pourquoi elles sont devenues, en nombre croissant, propriétaires et gestionnaires de micro, petites et moyennes entreprises. Dans de nombreux pays, le développement du secteur parallèle et l'augmentation du nombre d'entreprises autonomes et indépendantes sont imputables pour une grande part aux femmes dont les pratiques, respectueuses des principes de la collaboration et de l'effort personnel ainsi que des traditions, et les initiatives en matière de production et de commercialisation constituent une précieuse ressource économique. Lorsqu'elles ont accès au capital, au crédit et aux autres ressources, à la technologie et à la formation, les femmes sont capables de contribuer à accroître la production, le commerce et le revenu, et donc au développement durable.

165. La persistance des inégalités, d'une part, et les progrès réalisés, d'autre part, montrent bien la nécessité de repenser les politiques de l'emploi pour y intégrer la problématique hommes-femmes et mettre en évidence la diversité des possibilités qui s'offrent aux femmes ainsi que pour éliminer toute partialité au détriment des femmes dans l'organisation du travail et de l'emploi. Pour réaliser pleinement l'égalité entre les hommes et les femmes dans le domaine économique, il faut agir énergiquement afin de faire reconnaître également la contribution et l'influence des hommes et celles des femmes – en somme l'apport de leur travail, de leur expérience, de leurs connaissances – et d'en faire apprécier la valeur.

166. Dans la recherche de solutions visant à promouvoir l'indépendance économique des femmes et la réalisation de leur potentiel, les gouvernements et les autres acteurs devraient encourager l'adoption de mesures énergiques et visibles visant à assurer la prise en compte de la problématique hommes-femmes

dans toutes les politiques et tous les programmes afin d'en analyser les conséquences sur les femmes et les hommes, respectivement, avant toute prise de décisions.

[Promouvoir l'autonomie économique des femmes, notamment l'accès à l'emploi, des conditions de travail appropriées et l'accès aux ressources économiques – terres, capital et technique]

Objectif stratégique F.1. [Promouvoir l'autonomie économique des femmes, notamment l'accès à l'emploi, des conditions de travail appropriées et l'accès aux ressources économiques – terres, capital, crédit et techniques – et leur garantir des débouchés économiques]  
[Assurer aux femmes la jouissance des droits économiques]

#### Mesures à prendre

167. Les gouvernements devraient :

- a) Adopter et appliquer des lois consacrant le principe de la rémunération égale des femmes et des hommes pour un travail égal ou de valeur égale;
- b) Adopter et appliquer des lois interdisant toute discrimination fondée sur le sexe sur le marché du travail, s'agissant en particulier des travailleuses âgées, en matière d'embauche, de promotion, de prestations et de sécurité sociale, et en ce qui concerne les conditions de travail;
- c) Prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit tenu compte du rôle et des fonctions des femmes en tant que mères et mettre fin aux pratiques discriminatoires des employeurs qui refusent d'embaucher les femmes enceintes ou allaitantes ou les licencient, ou qui demandent aux femmes de prouver qu'elles utilisent des moyens de contraception, prendre des mesures efficaces pour mettre fin à toute discrimination à l'égard des femmes qui sont en congé de maternité ou qui reviennent sur le marché du travail après leur accouchement;
- d) Concevoir des mécanismes et prendre des mesures concrètes pour permettre aux femmes de participer pleinement et dans des conditions d'égalité avec les hommes à la formulation des politiques et à la définition des structures dans des organes tels que les ministères des finances et du commerce, les commissions économiques nationales, les instituts de recherche économique et les autres organismes clefs, ainsi que dans les organismes internationaux appropriés;
- e) [Réformer les législations et les pratiques administratives afin que les femmes puissent jouir sur un pied d'égalité [dans des conditions équitables] des mêmes droits que les hommes sur les ressources

/...

économiques, et du même accès à ces ressources, notamment pour ce qui est de posséder des terres et d'autres biens, d'obtenir des crédits, de recevoir des biens par voie de succession, d'utiliser les ressources naturelles et d'avoir accès aux nouvelles techniques appropriées;]

- f) Mener à bien des études nationales concernant l'impôt sur le revenu et les droits de succession et les régimes de sécurité sociale pour éliminer toute partialité au détriment des femmes;
- g) S'efforcer de recueillir davantage d'informations sur le travail et l'emploi, notamment en s'efforçant de mesurer et de mieux comprendre la nature, l'ampleur et la répartition du travail non rémunéré, en particulier s'agissant de la prise en charge de membres d'une même famille, ainsi que des activités effectuées dans les entreprises agricoles ou commerciales familiales, et encourager la mise en commun et la diffusion d'informations sur les études et les expériences menées dans ce domaine, notamment sur la mise au point de méthodes d'évaluation quantitative du travail non rémunéré qui permettraient éventuellement de le comptabiliser selon une nomenclature distincte, mais compatible avec celle de la comptabilité nationale;
- i) Revoir les lois régissant le fonctionnement des institutions financières et les modifier de façon à ce que les femmes puissent bénéficier de leurs services sur un pied d'égalité avec les hommes;
- j) Améliorer, aux niveaux appropriés, la transparence des cycles budgétaires;
- k) Modifier les politiques nationales de façon à ce qu'elles favorisent les systèmes traditionnels d'épargne, de crédit et de prêt qui sont accessibles aux femmes;
- l) Veiller à ce que les politiques nationales liées aux accords commerciaux internationaux et régionaux ne fassent pas obstacle aux nouvelles activités économiques des femmes et à leurs activités économiques traditionnelles;
- m) Veiller à ce que toutes les sociétés, notamment les sociétés transnationales, respectent les lois et les codes nationaux, les règlements relatifs à la sécurité sociale, les accords, conventions et instruments internationaux applicables, notamment ceux qui ont trait à l'environnement, et les autres lois pertinentes;
- n) Modifier les politiques de l'emploi de façon à favoriser la restructuration des rythmes de travail et le partage des responsabilités familiales;
- o) Créer des mécanismes et d'autres instances pour offrir aux femmes chefs d'entreprise et salariées la possibilité de contribuer à la formulation des politiques et programmes élaborés par les ministères de l'économie et les institutions financières;

- p) Adopter et appliquer des lois assurant l'égalité des chances, prendre des mesures constructives permettant d'assurer par différents moyens que ces lois sont appliquées par les secteurs public et privé;
- q) Effectuer, lors de l'élaboration des politiques macro et micro-économiques et sociales, une analyse différentielle préalable de leur impact sur les deux sexes pour pouvoir étudier cet impact par la suite et réajuster les politiques dont les conséquences seraient néfastes;
- r) Promouvoir des politiques et des mesures soucieuses d'équité entre les sexes pour permettre aux femmes de s'affirmer au même titre que les hommes dans le domaine technique, et en tant que cadres et chefs d'entreprise;
- s) Réformer les lois et adopter des politiques nationales en matière de droit du travail qui favorisent l'adoption de dispositions assurant la protection de toutes les femmes qui travaillent, notamment en garantissant la sécurité de leurs conditions de travail, leur droit à se syndiquer et à recourir à la justice.

Objectif stratégique F.2. Prendre des mesures constructives pour faciliter l'égalité d'accès des femmes aux ressources, à l'emploi, aux marchés et aux échanges commerciaux

#### Mesures à prendre

168. Les gouvernements devraient :

- a) Promouvoir et appuyer le travail indépendant des femmes, ainsi que la création de petites entreprises par les femmes, et aider ces dernières à obtenir plus facilement des crédits et des capitaux dans des conditions équitables au même titre que les hommes, en renforçant les institutions au service de la création d'entreprises par les femmes, y compris, le cas échéant, les mécanismes de crédit mutuel et non traditionnels, ainsi que l'instauration de nouveaux rapports avec les institutions financières;
- b) Faire en sorte que l'État donne davantage l'exemple en tant qu'employeur en élaborant une politique assurant des chances égales aux femmes et aux hommes;
- c) Donner aux femmes davantage de moyens, au niveaux national et local, d'avoir des activités génératrices de revenus en leur permettant d'utiliser et de posséder, dans des conditions d'égalité, les moyens de production et la terre, d'avoir accès au crédit, aux capitaux, à la propriété, et de participer aux programmes de développement et aux structures coopératives;
- d) Promouvoir et renforcer les micro-entreprises, les petites entreprises nouvelles, les coopératives, l'élargissement des marchés et la

/...



création d'emplois et, le cas échéant, faciliter le passage du secteur non structuré au secteur structuré, en particulier dans les zones rurales;

- e) Créer des programmes et politiques ou modifier les programmes et politiques existants qui reconnaissent et renforcent le rôle essentiel des femmes dans le maintien de la sécurité alimentaire et qui permettent aux productrices, rémunérées ou non – en particulier aux productrices de denrées alimentaires travaillant dans l'agriculture, la pêche, l'aquiculture, et dans des entreprises urbaines – d'avoir accès, dans des conditions d'égalité avec les hommes, aux techniques, aux moyens de transport, aux services de vulgarisation, ainsi qu'aux mécanismes de commercialisation et de crédit aux niveaux local et communautaire;
- f) Créer les mécanismes nécessaires et encourager les institutions intersectorielles qui permettent aux coopératives de femmes d'avoir plus facilement accès aux services dont elles ont besoin;
- g) Augmenter la proportion des femmes qui travaillent comme agents de vulgarisation et comme fonctionnaires et offrent une assistance technique ou administrent des programmes économiques;
- h) Revoir les politiques, les reformuler, si nécessaire, et les mettre en oeuvre, notamment en matière de droit des sociétés, de droit commercial, de droit des obligations et de droit administratif, pour éliminer toute discrimination à l'égard des micro-entreprises et des petites et moyennes entreprises appartenant à des femmes dans les zones rurales et urbaines;
- i) Analyser, coordonner et mettre en oeuvre des politiques qui assurent la prise en compte des besoins et des intérêts des salariées, des travailleuses indépendantes et des femmes chefs d'entreprise dans les politiques, programmes et budgets interministériels et sectoriels et fournir des services consultatifs dans ce domaine;
- j) Assurer l'égalité d'accès des femmes à des services de formation, de recyclage, de conseil et de placement efficaces qui ne se limitent pas aux secteurs d'emploi traditionnels;
- k) Éliminer les obstacles politiques et législatifs qui freinent l'initiative privée et individuelle des femmes dans les programmes sociaux et dans les programmes de développement;
- l) Protéger les droits fondamentaux des travailleurs et en promouvoir le respect, notamment en ce qui concerne l'interdiction du travail forcé et le travail des enfants, la liberté d'association, le droit d'organisation et de négociation collective, l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail de valeur égale et la non-discrimination dans l'emploi, en appliquant pleinement les conventions de l'Organisation internationale du Travail dans le cas des États parties à ces conventions et en prenant en compte les

/...

principes défendus par ces conventions dans le cas des pays qui n'y sont pas parties, afin de parvenir à une croissance économique véritablement soutenue et à un développement durable.

169. Les gouvernements, les banques centrales, les banques nationales de développement et les institutions bancaires privées, selon qu'il conviendra, devraient :

- a) Accroître la participation des femmes, notamment des femmes chefs d'entreprise de tous les secteurs et de leurs organisations, aux conseils consultatifs et à d'autres instances pour leur permettre de contribuer à la formulation et à l'examen des politiques et programmes élaborés par les ministères de l'économie et les institutions bancaires;
- b) Mobiliser le secteur bancaire pour accroître les prêts et leur refinancement en prenant des mesures d'incitation et en mettant en place des structures intermédiaires qui répondent aux besoins des femmes chefs d'entreprise et des productrices des zones rurales et urbaines, et qui permettent à des femmes de participer à leur direction et à leur planification ainsi qu'à la prise de décisions;
- c) Structurer les services de manière à atteindre les femmes s'occupant de micro-entreprises et de petites et moyennes entreprises dans les campagnes et dans les villes, en particulier les jeunes femmes, les femmes dont les revenus sont faibles, celles qui appartiennent à des minorités ethniques et raciales ou à des populations autochtones, et qui n'ont pas accès au capital ni aux actifs; et faciliter l'accès des femmes aux marchés financiers en élaborant et en encourageant des réformes du contrôle et de la réglementation des finances qui appuient les efforts directs et indirects déployés par les institutions financières pour mieux satisfaire les demandes de crédit et les autres besoins financiers des micro-entreprises et des petites et moyennes entreprises appartenant à des femmes;
- d) Veiller à ce qu'il soit tenu compte des priorités des femmes dans les programmes d'investissements publics consacrés aux infrastructures, notamment aux systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, à l'électrification et aux économies d'énergie, aux transports et à la construction de routes. Renforcer la participation des femmes qui bénéficient des projets à la planification et à la mise en oeuvre de ces projets de façon à leur permettre d'obtenir des emplois et des contrats.

170. Les gouvernements et les organisations non gouvernementales devraient :

- a) Prêter une attention particulière aux besoins des femmes lorsqu'ils diffusent des informations sur les marchés, les échanges commerciaux et les ressources, et leur dispenser des formations appropriées dans ces domaines;

- b) Encourager les stratégies de développement économique communautaire qui s'appuient sur des partenariats existant entre les gouvernements et encourager les membres de la société civile à créer des emplois et à tenir compte de la situation sociale des individus, des familles et des communautés.

171. Les bailleurs de fonds multilatéraux et les banques régionales de développement, ainsi que les institutions de financement bilatérales et privées, aux niveaux international, régional et sous-régional, devraient :

- a) Examiner, reformuler, le cas échéant, et mettre en oeuvre les politiques, programmes et projets pour veiller à ce qu'une proportion plus élevée de ressources soit mise à la disposition des femmes dans les zones rurales ou isolées;
- b) Élaborer des mécanismes souples pour financer les institutions intermédiaires ciblées sur les activités économiques des femmes, qui favorisent leur autonomie et permettent d'accroître la capacité et la rentabilité de leurs entreprises économiques;
- c) Élaborer des stratégies permettant de renforcer l'aide au secteur des micro-entreprises et des petites et moyennes entreprises afin de donner aux femmes davantage de possibilités de participer pleinement et à égalité et de collaborer pour coordonner les efforts et améliorer la rentabilité de ce secteur, en utilisant leur savoir-faire et leurs moyens financiers propres et en tirant également parti de ceux des organismes bilatéraux, des gouvernements et des organisations non gouvernementales.

172. Les organisations internationales, multilatérales et bilatérales de coopération pour le développement devraient :

Appuyer, en leur fournissant des capitaux et des ressources, les institutions financières qui desservent les femmes dirigeant de petites entreprises et des micro-entreprises et les productrices à faible revenu, tant dans le secteur structuré que dans le secteur non structuré.

173. Les gouvernements et les institutions financières multilatérales devraient :

Revoir les règles et procédures des institutions financières publiques, nationales et internationales qui font obstacle à la transposition du modèle de la banque Grameen, qui fournit des crédits aux femmes des zones rurales.

174. Les organisations internationales devraient :

Fournir un appui adéquat aux programmes et projets visant à promouvoir les activités d'entreprises productives et viables chez les femmes, en particulier chez les femmes désavantagées.

Objectif stratégique F.3. Fournir aux femmes à faible revenu des services professionnels et leur ouvrir l'accès aux marchés, à l'information et à la technologie

Mesures à prendre

175. Les gouvernements, en coopération avec les organisations non gouvernementales et le secteur privé, devraient :

- a) Créer des infrastructures publiques permettant d'assurer l'accès des femmes chefs d'entreprise aux marchés, sur un pied d'égalité avec les hommes;
- b) Élaborer des programmes qui offrent aux femmes des possibilités de formation et de reconversion, notamment dans le domaine des nouvelles technologies et des services peu coûteux en matière de gestion, de mise au point des produits, de financement, de production, de contrôle de la qualité, de commercialisation et de conseils juridiques;
- c) Mettre en oeuvre des programmes de vulgarisation visant à informer les femmes à faible revenu et les femmes pauvres, notamment dans les zones rurales et les régions isolées, des possibilités d'accès aux marchés et à la technologie et à les aider à tirer parti de ces possibilités;
- d) Créer des services d'appui non discriminatoires, notamment des fonds d'investissement, à l'intention des entreprises dirigées par des femmes, et élaborer des programmes de promotion du commerce axés sur les femmes, notamment les femmes à faible revenu;
- e) Diffuser des informations sur des femmes chefs d'entreprise ayant réussi, aussi bien dans des secteurs économiques traditionnels que dans des secteurs non traditionnels, et sur les aptitudes nécessaires pour réussir; favoriser la mise en place de réseaux et l'échange d'informations;
- f) Prendre des mesures pour garantir aux femmes l'accès, dans des conditions d'égalité, à la formation continue sur le lieu de travail, notamment aux femmes au chômage, aux mères célibataires, aux femmes réintégrant le marché du travail après un long arrêt temporaire pour raisons familiales ou autres et aux femmes privées de leur emploi par l'adoption de nouvelles structures de production ou de mesures de compression; prendre des mesures d'incitation supplémentaires pour encourager les entreprises à multiplier les centres de formation professionnelle offrant aux femmes une formation dans des domaines non traditionnels;
- g) Fournir des services d'appui peu coûteux, par exemple des services de garderie d'enfants qui soient de bonne qualité, souples et abordables et qui prennent en compte les besoins des hommes et des femmes exerçant un emploi.

/...

176. Les organismes industriels et commerciaux locaux, nationaux et internationaux et les organisations non gouvernementales qui s'occupent des questions intéressant les femmes devraient :

Préconiser, à tous les niveaux, la promotion et le soutien des entreprises dirigées par les femmes, y compris celles du secteur non structuré, ainsi que le plein accès des femmes aux ressources productives.

Objectif stratégique F.4. Renforcer la capacité économique et les réseaux commerciaux des femmes

Mesures à prendre

177. Les gouvernements devraient :

- a) Adopter des politiques d'appui aux organismes industriels et commerciaux, aux organisations non gouvernementales, aux coopératives, aux fonds de crédit renouvelables, aux coopératives d'épargne et de crédit, aux organisations locales, aux groupes féminins d'assistance mutuelle et aux autres groupes afin de fournir des services aux femmes chefs d'entreprise des zones rurales et urbaines;
- b) Intégrer les questions intéressant les femmes à toutes les politiques de restructuration économique et d'ajustement structurel et concevoir des programmes à l'intention des femmes qui subissent le contrecoup de la restructuration économique, notamment des programmes d'ajustement structurel, ainsi que des femmes travaillant dans le secteur non structuré;
- c) Adopter des politiques qui créent un climat porteur pour ces groupes féminins d'assistance mutuelle, les associations et coopératives de travailleuses au moyen de formes de soutien non classiques et en reconnaissant la liberté d'association et le droit syndical;
- d) Soutenir les programmes visant à accroître l'autonomie de groupes particuliers de femmes, comme les jeunes femmes, les femmes handicapées, les femmes âgées et les femmes appartenant à des minorités raciales et ethniques;
- e) Promouvoir l'égalité entre les sexes en encourageant la réalisation d'études sur les femmes et en utilisant les résultats de ces études et des recherches sexospécifiques menées dans tous les domaines, et notamment dans les domaines économique, scientifique et technique;
- f) Soutenir les activités économiques des femmes autochtones, en tenant compte de leurs connaissances traditionnelles, afin d'améliorer leur situation et de favoriser leur épanouissement;
- g) Adopter des politiques visant à maintenir et étendre la protection qu'offrent le droit du travail et les systèmes de sécurité sociale aux femmes qui exercent une activité rémunérée au foyer;

/...

- h) Reconnaître la contribution des femmes de science et des techniciennes à la recherche et encourager leurs activités;
- i) Veiller à ce que les politiques et les directives en vigueur ne défavorisent pas les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes.

178. Les intermédiaires financiers, les instituts nationaux de formation, les coopératives d'épargne et de crédit, les organisations non gouvernementales, les associations de femmes, les organismes professionnels et le secteur privé devraient :

- a) Proposer aux niveaux national, régional et international une formation relative à la vie de l'entreprise et à la gestion financière et une formation technique pour permettre aux femmes, particulièrement aux jeunes femmes, de participer à la prise de décisions économiques à ces niveaux;
- b) Offrir aux entreprises dirigées par des femmes, y compris dans le secteur travaillant pour l'exportation, des services, notamment en matière de commercialisation et d'information sur les échanges commerciaux, de conception des produits et d'innovation, de transfert de technologie et de contrôle de la qualité;
- c) Favoriser l'établissement de liens techniques et commerciaux et créer aux niveaux national, régional et international, des coentreprises entre les femmes chefs d'entreprise afin de soutenir les activités axées sur la collectivité;
- d) Renforcer la participation des femmes dans les coopératives de production et de commercialisation en apportant un soutien commercial et financier, en particulier aux femmes des zones rurales et des zones difficiles d'accès et aux femmes marginalisées;
- e) Promouvoir et renforcer les micro-entreprises dirigées par des femmes, les petites entreprises nouvelles, les coopératives, l'élargissement des marchés et la création d'emploi et, le cas échéant, favoriser la transition du secteur non structuré au secteur structuré, dans les zones rurales et urbaines;
- f) Investir des capitaux et constituer des portefeuilles d'investissement permettant de financer les entreprises dirigées par des femmes;
- g) Accorder une attention suffisante à l'assistance technique, aux services de conseil et aux activités de formation et de reconversion proposés aux femmes des pays en transition vers une économie de marché;
- h) Appuyer les projets novateurs et les réseaux de crédit, y compris les plans d'épargne traditionnels;

- i) Permettre aux femmes chefs d'entreprise de constituer des réseaux, afin notamment de donner la possibilité aux plus expérimentées d'entre elles de conseiller les autres;
- j) Encourager les organisations communautaires et les collectivités publiques à établir des systèmes de prêt à l'intention des femmes chefs d'entreprise en s'inspirant des modèles de petites coopératives ayant réussi.

179. Le secteur privé, notamment les sociétés transnationales et nationales, devrait :

- a) Adopter des politiques et créer des mécanismes d'octroi de contrats sur une base non discriminatoire;
- b) Recruter des femmes à des postes de responsabilité et de décision et assurer leur participation à des programmes de formation, dans des conditions d'égalité avec les hommes;
- c) Respecter les législations nationales relatives au cadre de travail, aux consommateurs, à la santé et à la sécurité, particulièrement celles qui s'appliquent aux femmes.

Objectif stratégique F.5. Éliminer la ségrégation professionnelle et toutes les formes de discrimination dans l'emploi

#### Mesures à prendre

180. Les gouvernements, les employeurs, les employés, les syndicats et les organisations de femmes devraient :

- a) Veiller à l'application des lois et des directives et encourager l'adoption spontanée de codes de conduite qui garantissent que les normes internationales en matière d'emploi, telles que la Convention No 100 de l'Organisation internationale du Travail concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'oeuvre masculine et la main-d'oeuvre féminine pour un travail de valeur égale, s'appliquent aussi bien aux travailleuses qu'aux travailleurs;
- b) Promulguer et appliquer des lois et instaurer des mesures d'application, permettant notamment un recours en justice en cas de non-respect, en vue d'interdire toute forme de discrimination directe ou indirecte fondée sur le sexe, en invoquant la situation matrimoniale ou familiale [ou les préférences sexuelles] dans l'accès à l'emploi, les conditions d'emploi, y compris la formation, la promotion, la santé et la sécurité, ainsi que pour ce qui se rapporte au licenciement et à la protection sociale des travailleurs, y compris contre le harcèlement sexuel et la discrimination raciale;
- c) Promulguer et appliquer des lois et mettre au point des politiques sur le lieu de travail interdisant toute discrimination fondée sur le sexe

/...

sur le marché du travail, notamment dans le cas des travailleuses âgées, en matière d'embauche, de promotion, de prestations ou de sécurité sociale, et en ce qui concerne les conditions de travail discriminatoires et le harcèlement sexuel; établir des mécanismes pour assurer un examen et un suivi permanents de ces lois;

- d) Éliminer la discrimination pratiquée par les employeurs au motif du rôle et des fonctions de procréation des femmes, y compris le refus d'embauche et le licenciement des femmes enceintes ou mères de nourrissons;
- e) Mettre au point et promouvoir des programmes et services pour les femmes qui arrivent ou reviennent sur le marché du travail, en particulier les femmes pauvres des zones urbaines et rurales, les jeunes femmes et les travailleuses indépendantes, ainsi que celles qui subissent le contre-coup des programmes d'ajustement structurel;
- f) Assurer la mise en oeuvre et l'application de programmes d'action palliative et d'égalisation des chances en matière d'emploi dans le secteur public et privé afin de lutter contre la discrimination systématique à l'égard des femmes sur le marché du travail, en particulier des femmes handicapées ou appartenant à des groupes défavorisés, en matière d'embauche, de maintien en fonctions et de promotion, ainsi que de formation professionnelle dans tous les secteurs;
- g) Éliminer la ségrégation dans le travail, en favorisant tout particulièrement la représentation égale des sexes à des postes de haute qualification et de direction et en adoptant d'autres mesures, telles que le conseil professionnel et le placement, visant à accélérer le déroulement des carrières et l'avancement professionnel, et en favorisant la diversification des débouchés professionnels pour les hommes et les femmes. Encourager les femmes à obtenir des emplois qui ne leur sont traditionnellement pas réservés, surtout dans le domaine de la science et de la technologie, et encourager les hommes à chercher un emploi dans le secteur social;
- h) Reconnaître le droit à la négociation collective et son importance dans l'élimination des écarts de salaires entre hommes et femmes et dans l'amélioration des conditions de travail;
- i) Promouvoir l'élection de femmes à des postes de responsables syndicaux et s'assurer que les responsables élus pour représenter les femmes bénéficient d'une protection de l'emploi et de garanties quant à leur sécurité physique dans le cadre de l'accomplissement de leurs fonctions;
- j) Élaborer des programmes spéciaux pour permettre aux femmes handicapées d'obtenir et de conserver un emploi et veiller à ce qu'elles aient accès à ces programmes ainsi qu'à l'éducation et à la formation à tous les niveaux, conformément aux Règles pour l'égalisation des chances des handicapés<sup>25</sup>; adapter, dans la mesure du possible, les conditions



de travail aux besoins des femmes handicapées, qui devraient bénéficier d'une protection juridique en cas de licenciement abusif dû à leur handicap;

- k) Redoubler d'efforts pour réduire les écarts de salaires entre hommes et femmes, prendre les mesures nécessaires pour consacrer le principe de la rémunération égale pour un travail équivalent ou un travail de valeur égale, en renforçant la législation, y compris le respect des lois et normes internationales en matière de travail, et encourager la mise en place de systèmes d'évaluation du travail fondés sur des critères non sexistes;
- l) Renforcer et/ou créer des instances juridiques connaissant des affaires de discrimination salariale;
- m) Établir des dates d'échéance pour l'élimination de toutes les formes de travail des enfants qui sont contraires aux normes internationales reconnues et garantir l'application intégrale des lois en vigueur en la matière et, le cas échéant, adopter les lois nécessaires pour l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant et des normes de l'Organisation internationale du Travail, en assurant la protection des enfants qui travaillent, en particulier les enfants des rues, par la fourniture de services appropriés en matière de santé, d'éducation et d'autres services sociaux;
- n) S'assurer que les stratégies pour l'élimination du travail des enfants prennent en considération l'exploitation de jeunes filles pour des travaux ménagers non payés, au sein de leur famille ou ailleurs;
- o) Étudier, analyser et, le cas échéant, reformuler les structures de salaires des professions majoritairement féminines, telles que les professions d'enseignantes, d'infirmières et d'assistantes maternelles, afin de valoriser leur statut social et accroître leurs revenus;
- p) Faciliter l'emploi productif des migrantes en situation régulière, (y compris les femmes dont on a déterminé qu'elles ont le statut de réfugié en vertu de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés), en reconnaissant davantage les diplômes délivrés et l'enseignement dispensé à l'étranger et en adoptant une approche intégrée de la formation en vue de l'entrée sur le marché du travail qui englobe une formation linguistique.

Objectif stratégique F.6. [Créer un environnement professionnel souple]  
[Meilleure harmonisation des responsabilités  
familiales et professionnelles entre hommes  
et femmes]

#### Mesures à prendre

181. Les gouvernements devraient :

/...

- a) Adopter des politiques visant à assurer la protection des lois relatives au travail et des prestations de sécurité sociale aux travailleurs à temps partiel, temporaires, saisonniers ou à domicile; favoriser un déroulement de carrière fondé sur des conditions de travail qui permettent de concilier les responsabilités professionnelles et les responsabilités familiales;
- b) Veiller à ce que les hommes et les femmes puissent choisir, librement et sur un pied d'égalité, de travailler à temps partiel ou à plein temps, et étudier un système de protection approprié pour les travailleurs atypiques, en ce qui concerne leur accès à l'emploi, leurs conditions de travail, et la sécurité sociale;
- c) S'assurer, par le biais d'une législation et de mesures d'incitation et/ou d'encouragement, que les hommes et les femmes ont la possibilité de prendre un congé parental et de bénéficier des prestations parentales. Encourager le partage des responsabilités familiales entre hommes et femmes, y compris par l'adoption d'une législation et de mesures d'incitation ou d'encouragement appropriées et donner aux mères qui travaillent plus de facilités pour allaiter leur enfant;
- d) Concevoir, notamment, des politiques d'enseignement visant à modifier les comportements qui renforcent la division du travail fondée sur le sexe pour promouvoir le principe du partage des responsabilités familiales en ce qui concerne le travail au foyer, s'agissant en particulier des soins aux enfants et aux personnes âgées;
- e) Favoriser le développement technologique et améliorer l'accès aux techniques qui facilitent les tâches ménagères et professionnelles, encouragent l'autonomie, créent des revenus, modifient les rôles traditionnellement attribués aux femmes et aux hommes dans le travail et permettent aux femmes d'échapper aux emplois faiblement rémunérés;
- f) Examiner un train de politiques et programmes, concernant notamment la législation en matière de sécurité sociale et les systèmes fiscaux, conformément aux priorités et politiques nationales, visant à promouvoir une gestion souple du temps que les hommes et les femmes consacrent à l'éducation et à la formation, à l'emploi rémunéré, aux responsabilités familiales, aux activités bénévoles et à d'autres formes de travail bénéfique à l'intérêt collectif, au repos et aux loisirs, et visant à permettre aux hommes et aux femmes d'en tirer le meilleur profit dans des conditions d'égalité.

182. Les gouvernements, le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les syndicats et l'Organisation des Nations Unies devraient :

- a) Adopter des mesures appropriées, en consultation avec les organisations patronales, les associations de travailleurs et les organismes gouvernementaux compétents pour que les hommes et les femmes puissent prendre un congé temporaire, bénéficier de prestations liées à l'emploi et de prestations de retraite transférables, et

/...

aménager leur emploi du temps sans sacrifier leurs perspectives de carrière et leur promotion professionnelle;

- b) Concevoir et proposer des programmes d'enseignement, par le biais de campagnes médiatiques novatrices, ainsi que de l'école et des collectivités, visant à sensibiliser l'opinion publique à l'égalité entre les sexes et à lui faire prendre conscience des rôles non stéréotypés qui incombent aux hommes et aux femmes au sein de la famille; mettre en place des services d'appui, tels que des garderies d'enfants sur le lieu de travail, et offrir des horaires souples;
- c) Adopter et appliquer des lois pour lutter contre le harcèlement sexuel et d'autres formes de harcèlement sur le lieu de travail.

-----